

Remettre l'homme au centre de la protection environnementale

Le capital naturel mondial connaît aujourd'hui un déclin sans précédent. Les espèces animales et végétales s'éteignent à un rythme 100 à 1000 fois supérieur au taux naturel observé dans l'histoire. Un grand nombre des écosystèmes les plus menacés de la planète se trouvent dans des pays en développement, et leur protection dépend par conséquent de certaines des communautés les plus démunies du monde. Inversement, les populations pauvres sont les premières à souffrir de la détérioration de leur environnement naturel. Or, dans le monde en développement, les besoins économiques immédiats l'emportent souvent sur les impératifs à long terme, et la protection d'un environnement fragile est rarement une priorité au niveau des Etats.

Or la biodiversité hébergée par ces pays fournit des services aussi bien au niveau local que global. Au niveau local tout d'abord, car la survie des communautés les plus fragiles dépend souvent des ressources biologiques qui entourent celles-ci et constituent pour elles une précieuse source de nourriture, d'énergie et de revenus. La Banque Mondiale estime ainsi que le capital naturel représente le quart de la richesse totale de ces pays, contre 3% seulement dans nos économies. Au niveau global ensuite, puisque l'ensemble des services écologiques mondiaux que ces régions fournissent – tels qu'un air et une eau purs – bénéficient à tous, par-delà les frontières. Et la destruction de ces environnements naturels précieux engendre des dérèglements à l'échelle internationale. Prenons l'exemple du changement climatique : peu de gens savent que la destruction de la forêt tropicale contribue pour près de 20 % à l'ensemble des émissions de carbone, ce qui représente plus que celles combinées des voitures, camions et avions du monde entier. Arrêter de couper et brûler les forêts tropicales, qui se situent quasi exclusivement dans les pays en développement, est une des solutions les plus facilement réalisables et efficaces pour réduire les émissions de carbone dans l'atmosphère.

Sous prétexte que ces écosystèmes fournissent des services écologiques uniques à l'ensemble de l'humanité, certains voudraient que les pays du Sud empêchent leurs populations d'exploiter les ressources naturelles exceptionnelles de leurs territoires. Mais il serait incorrect et inefficace que les nations industrialisées refusent aux pays en développement et à leurs communautés les plus pauvres le droit de tirer parti de leurs ressources naturelles. D'autant plus éthiquement incorrect que les nations développées ont largement détruit leurs forêts primaires et leurs écosystèmes pour assurer leur propre développement industriel et qu'elles continuent à importer d'importantes quantités de matières premières extraites des pays du Sud. Inefficace, aussi, dans la mesure où les pays en développement refuseront, légitimement, d'assumer à eux seuls la protection de la diversité mondiale au détriment de leur croissance économique.

L'enjeu est donc de réconcilier le besoin urgent d'aider les populations les plus démunies et la protection d'écosystèmes irremplaçables. Pour répondre à ce double défi, il est nécessaire d'accroître la capacité des communautés locales à gérer les ressources naturelles dont elles dépendent. Le Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques (CEPF), une initiative internationale lancée il y a huit ans, part du postulat que les communautés locales sont les meilleurs garants de la nature qui les entoure, et que leur croissance économique fera progresser leur capacité à en prendre soin. En se concentrant sur les « points chauds de la biodiversité » – des régions dont l'environnement naturel est unique mais fortement menacé – le programme repose sur le principe de bon sens selon lequel le développement économique durable passe par la protection de ce que la nature nous donne gratuitement. Le Fonds, grâce à l'assistance à la fois financière et technique

qu'il apporte aux populations et lieux qui en ont le plus besoin, a favorisé la création de plus de 9 millions d'hectares de nouvelles zones protégées, une surface supérieure au territoire du Portugal.

De tels exemples de projets de développement fondés sur la préservation de la nature montrent que croissance économique et protection de l'environnement ne sont pas incompatibles, bien au contraire. La résolution des multiples défis environnementaux des régions les plus vulnérables de la planète ne pourra se faire dans un contexte de pauvreté. Développeurs et environnementalistes doivent faire converger, de toute urgence, les priorités du développement et de la préservation de la nature. Il s'agit précisément du type de progrès dont le monde a besoin s'il veut relever de façon efficace l'un des défis les plus pressants de notre génération : garantir une planète saine et durable tant aux riches qu'aux pauvres.

Peter Seligmann est Président du Conseil et Président-directeur général de Conservation International

Jean-Michel Severino est Directeur Général de l'Agence Française de Développement et membre du blog www.idéespourledéveloppement.org